

Strasbourg, 20 Avril 2012

AP/CAT(2012)05
Or. E.

**ACCORD EUROPEEN ET MEDITERRANEEN SUR LES RISQUES MAJEURS
(EUR-OPA)**

REUNIONS DES DIRECTEURS DES CENTRES SPECIALISES

**1-2 février 2012
Villa Rufolo, RAVELLO (ITALIE)**

CONCLUSIONS

1. Ouverture de la session: célébrer 25 ans de coopération scientifique

Le Président de la réunion, M. Anton Micallef, souhaite la bienvenue aux participants (cf. liste en annexe 2) et donne la parole au Maire de Ravello, Dott. Paolo Vuilleumier, qui rappelle dans son discours de bienvenue l'importance des risques dans les environs de Ravello et explique pourquoi les autorités locales ont toujours soutenu le travail développé par le CUEBC.

Le Secrétaire exécutif remercie le Maire pour son discours de bienvenue et souligne l'hospitalité traditionnelle témoignée par Ravello et par le personnel du CUEBC lors des nombreuses activités qu'ils ont accueilli par le passé. L'engagement constant du Centre envers l'Accord (avant même sa création officielle) explique pourquoi le 25e anniversaire devait être célébré à Ravello, alors que l'Italie s'est malheureusement retirée de l'Accord de l'Italie il y a de nombreuses années.

Le Président estime lui aussi que le choix de Ravello pour une telle célébration est judicieux, car le CUEBC a été l'un des Centres les plus actifs au sein du réseau de l'Accord pendant 25 ans. Il souligne qu'un long chemin a été parcouru, mais que beaucoup de choses restaient à faire: nous sommes à une étape importante et il y a un sentiment de nouveau départ depuis l'adoption d'une nouvelle approche pour les activités.

Au nom du Président du CUEBC, le Sénateur Alfonso Andria, Mme Eugenia Apicella, Secrétaire générale du CUEBC, remercie l'Accord pour l'organisation à Ravello de la réunion marquant le 25e anniversaire du réseau des Centres spécialisés à Ravello, car la ville est fière d'avoir accueilli en 1985 et 1986 les réunions qui ont mené à la création de l'Accord en 1987. Elle rappelle que le CUEBC a été fondé en 1983 grâce au soutien des institutions locales et du Conseil de l'Europe, et notamment l'engagement de l'ancien Secrétaire exécutif de l'Accord, Jean-Pierre Massué. Le CUEBC, dont la principale mission est la protection du patrimoine culturel dans les zones sismiques, s'est toujours efforcé de combiner la recherche, les activités de terrain et la formation. De nombreuses études dans ce domaine avaient été faites en vue de sa diffusion auprès des utilisateurs potentiels et un cours annuel sur le patrimoine culturel et les risques a été développé: pour marquer l'événement, le 20^{ème} cours sera organisé cette année au Musée du Louvre à Paris.

L'ordre du jour est adopté tel qu'il figure en annexe 1.

2. Implications du nouveau cadre d'activités

Le Secrétaire exécutif rappelle brièvement les importantes décisions prises par le Comité des Correspondants permanents en 2011 concernant les activités des Centres. L'idée principale de la nouvelle approche est de fusionner les montants dédiés aux subventions et aux programmes coordonnés pour consacrer plus d'argent à un plus petit nombre de projets sur des thèmes communs aux différents Centres et chargés d'atteindre des objectifs clairement définis. Certes, la priorité ira aux projets à vocation véritablement internationale, mais les projets nationaux qui ont une dimension internationale pourraient également soutenus. Il souligne également l'importance de lier la nouvelle procédure de l'Accord pour ses activités à la nouvelle politique mise en oeuvre au Conseil de l'Europe, sans oublier toutefois que nous sommes encore dans une période de transition.

Le Président donne la parole aux participants pour qu'ils commentent les nouvelles procédures pour les activités des Centres. En sa qualité de représentant du Centre de La Valette, il insiste sur l'importance des publications pour le succès de la nouvelle stratégie. Plusieurs Centres mettent en garde contre d'éventuels obstacles; le Centre d'Erevan souligne la nécessité de préserver la

spécificité de chaque Centre en soutenant des projets menés par un seul Centre, tandis que le Centre de Rabat fait remarquer que la volonté de coopérer peut également être limitée par la distance physique entre les Centres. Le Centre de Kiev note que chaque coordonnateur devrait présenter les principales idées d'un projet proposé et tirer parti des compétences des autres centres pour le développer. Sur ce point, le Centre de Walferdange demande une clarification sur la contribution spécifique des partenaires et le financement correspondant pour chaque partenaire.

Le Président de la Commission de l'audit, Jean-Mathias Goerens, souligne l'importance de s'appuyer sur les rapports des années précédentes pour définir les projets futurs. Le Centre de Ravello rappelle que les propositions sont souvent inspirées par les intérêts du pays où le centre est basé, tandis que le Centre de Moscou souligne la nécessité de développer des méthodes adoptées par les pays ou même des codes internationaux. Le Président suggère une possibilité de concilier ces approches apparemment opposées: agir localement avec une vision mondiale. Pour résumer, il note que les propositions ont besoin d'être approfondies et qu'il ne faut pas écarter les approches originales. Afin de clarifier le rôle et les responsabilités des différents partenaires, il propose d'adopter un programme de travail assorti d'un calendrier avec des jalons pour vérifier l'état d'avancement réel des projets. Il souligne enfin que les moyens financiers disponibles auront une grande influence sur le nombre de projets qui pourraient être pris en charge.

3. Évaluation des activités menées en 2011

Profitant de la vaste enquête sur les activités 2010 déjà réalisée lors de la réunion précédente des directeurs des Centres et dans le but de consacrer la majeure partie du temps restant à discuter des activités proposées pour 2012 et 2013, le Secrétaire exécutif adjoint donne un aperçu rapide des activités des Centres pour l'année 2011 (dans le cadre de la subvention annuelle et dans celui des programmes coordonnés).

S'appuyant sur une présentation axée sur les thèmes définis dans le programme d'activités pour 2012-13, il souligne à la fois la richesse des activités développées, largement reconnue par les Correspondants permanents, mais aussi la difficulté, pour les partenaires extérieurs de l'Accord, de saisir la valeur réelle du travail accompli. Il espère que le nouveau cadre qui met l'accent sur la coopération entre les Centres autour d'un plus petit nombre de thèmes prioritaires aidera à clarifier l'importance des projets développés par les centres et améliorera, par conséquent, la visibilité de leurs résultats et la synergie entre les Centres.

Il fournit également des informations supplémentaires sur la mise en œuvre effective de la nouvelle procédure. La procédure budgétaire applicable au budget bisannuel, adoptée par le Comité des Ministres, exclut presque toute possibilité de transfert des ressources non utilisées d'une année à l'autre: elle interdit pratiquement la reconduction d'activités d'une année à l'autre et demande d'énoncer clairement les ressources nécessaires pour chaque exercice. S'agissant des implications financières du statut de coordinateur de projet, il indique que, pour éviter tout retard ou difficulté administrative dans la redistribution des montants alloués, la somme consacrée à un projet donné sera clairement répartie entre les partenaires et les montants associés ne seront pas gérés par le coordonnateur, mais attribués en conséquence à chaque partenaire.

4. Activités proposées pour 2012 et 2013

Le Président du CUEBC, M. le Sénateur Alfonso Andria, a ouvert la séance en rappelant le rôle joué

par le Centre dans la genèse de l'Accord: en 1985 et 1986, deux réunions des Ministres de la Protection Civile de la Méditerranée organisées à Ravello ont jeté les bases de la création de l'Accord en 1987. Le CUEBC a été créé en réaction aux conséquences d'un séisme important dans les années 1980 en Campanie et Basilicate et était principalement consacré aux retombées de telles catastrophes sur le patrimoine culturel. Grâce au travail accompli au cours des années, le Centre a fait promotion de ce qu'il est convenu d'appeler «l'approche Ravello», qui souligne l'importance de moderniser des techniques antisismiques traditionnelles déjà existantes, et qui a été diffusée à travers de nombreuses publications et stages de haut niveau.

En tant que Président de la Province de Salerne, il a également été confronté à des catastrophes comme les inondations de Sarno en 1998 ou la récente inondation d'Atrani en 2011. En sa qualité de Sénateur italien, ce dernier événement l'a mené à présenter, en mars 2011, un projet de loi sur la prévention et la gestion des risques hydrologiques et hydrogéologiques, qui a été adopté par la Commission de l'environnement du Parlement italien. Comme ces phénomènes gagnent en fréquence et en amplitude, il termine son allocution en remerciant tous les Centres du réseau pour l'important travail accompli, qui a permis de proposer aux décideurs une meilleure évaluation des risques et des outils permettant de réduire la vulnérabilité.

Au nom des Centres et du Comité des correspondants permanents, le Secrétaire exécutif remercie le CUEBC et le Sénateur Andria, en particulier, pour leur engagement constant envers l'Accord. Il réaffirme que c'est toujours un plaisir de revenir à Ravello, non seulement en raison de l'accueil chaleureux, mais surtout pour sa contribution intellectuelle passée et présente au réseau des Centres spécialisés.

Le Président donne la parole aux Centres afin de rappeler brièvement les projets proposés pour 2012 et 2013 et de mettre en évidence, dans la mesure du possible, une éventuelle coopération avec les autres Centres. Afin de faciliter la discussion, les présentations sont faites en suivant les thèmes identifiés dans le programme d'activités 2012-13.

I. UTILISER L'INFORMATION POUR SAUVER DES VIES ET AIDER LES VICTIMES

A. Évaluation des événements et des alertes de la population

Le Centre de Strasbourg a présenté le projet «*Vivre avec le risque naturel: test de technologies multi-capteurs comme système d'alerte précoce pour la réduction des risques*» en partenariat avec le Centre de Tbilissi. D'abord conçu pour étudier les glissements de terrain, le Centre de La Valette s'interroge sur l'extension éventuelle à d'autres risques: le Centre de Strasbourg confirme que la méthode pourrait être appliquée aux tremblements de terre. Le Centre russe manifeste également son souhait de travailler sur ces normes internationales pour les Systèmes d'Alerte Précoce parce qu'il mène déjà une activité importante de suivi.

En ce qui concerne le projet du Centre de Tbilissi «*Création d'un suivi télémétrique en temps réel comme système d'alerte précoce pour les grandes constructions d'ingénierie*», le Centre de Walferdange confirme qu'il est, en principe, intéressé par une participation au projet, mais soulève la nécessité de disposer de ressources supplémentaires: il peut proposer ses connaissances sur le bruit sismique. Le Centre de Rabat se déclare également disposer à participer au projet pour mettre à profit son expérience acquise au Maroc, tandis que le Centre de Moscou souligne la complexité d'un tel travail mais propose lui aussi de participer parce qu'il possède une vaste expérience de la surveillance des réseaux d'ingénierie.

Le Centre de Saint-Marin présente son projet «*Survivre aux catastrophes: guide de poche pour les citoyens*», qui est basé sur ses propres documents; il propose toutefois aux partenaires potentiels la possibilité de le traduire dans leur langue et de le compléter par leurs propres expériences. Le Centre de Kiev, qui constate que de nombreux pays ont des documents similaires, accepte de collaborer à sa traduction et à sa diffusion afin de promouvoir les bonnes pratiques internationales. M. Goerens a fait remarquer que la valeur ajoutée d'un tel projet est précisément de faire la synthèse des différentes approches nationales. Le Centre d'Erevan accepte de participer parce qu'il travaille sur un projet similaire tandis que le Centre de Moscou indique que si de telles informations sont déjà disponibles sur le site internet d'EMERCOM, il sera intéressant de développer pour les enfants les jeux interactifs correspondants.

B. Réseaux entre les gouvernements

Le Centre de Fribourg décrit brièvement le projet «*Proposition d'accord régional de coopération transfrontalière dans la gestion des incendies*». Répondant à la remarque du Centre Florival sur la nécessité de promouvoir la coopération déjà existante dans ce domaine, le Secrétaire exécutif fait remarquer qu'il s'agit essentiellement de la gestion des forêts avant les incidents et qu'elle est liée à l'adoption éventuelle d'une Convention sur les forêts en Europe. Le Centre de Sofia se déclare intéressé par une participation projet, mais reconnaît qu'il subsiste quelques difficultés pour définir précisément les modalités de celle-ci.

La présentation du projet du Centre de Kiev «*La participation du TESEC en ukrainien et les projets régionaux d'EUR-OPA*» soulève le problème de la participation des Centres à des projets spécifiques à la demande de leurs autorités nationales. Il en va de même pour le Centre de Tbilissi, puisque dans le passé il a utilisé ses dotations pour répondre à de telles demandes. Le Secrétaire exécutif insiste sur le fait qu'il faut gérer les situations au cas par cas, la clé étant la flexibilité. Le Secrétaire exécutif adjoint propose d'examiner ce point lors de la prochaine réunion du Bureau et suggère de centraliser les demandes afin qu'elles soient directement financées par le Secrétariat.

C. La médecine des catastrophes et la préparation psycho-sociale

Le Centre de Saint-Marin présente son projet «*Éducation et formation: un manuel pour les professionnels de santé*». Le président fait observer qu'en raison des compétences spécifiques nécessaires pour un tel projet, seul un petit nombre de Centres peuvent envisager une participation directe, mais ils peuvent identifier des personnes dans leur pays qui seront en mesure d'y contribuer. Le Centre d'Erevan rappelle qu'il a réalisé un travail similaire au niveau national et qu'il peut donc collaborer à ce projet.

II. UTILISER LES CONNAISSANCES POUR RÉDUIRE LA VULNÉRABILITÉ

A - La diffusion des connaissances

Le projet «*Développement de lignes directrices pour la défense des implantations rurales face aux incendies de forêts*» mené par le Centre ECFF à Athènes a reçu une évaluation positive de la part du Centre de Moscou, car de telles lignes directrices existent depuis l'époque de l'Union Soviétique. Le Centre de Sofia indique également sa volonté de collaborer.

Suite à la présentation du projet du Centre de Tbilissi «*BeSafeNet pour les communautés en Géorgie*», tous les participants conviennent que les informations présentées sur le site BeSafeNet

devraient être traduites dans autant de langues que possible. Le Secrétariat exécutif fait toutefois observer que de telles initiatives doivent s'inscrire dans le cadre général du projet BeSafeNet et non pas dans celui de projets individuels des Centres.

Le projet du Centre d'Ankara *«Atelier pour les professionnels sur le soutien psychosocial aux groupes vulnérables en cas de catastrophes et de situations d'urgence»* fait suite au stage de l'année dernière adressé aux étudiants et est désormais consacré aux professionnels de la gestion des catastrophes. Le Centre d'Erevan se réjouit de voir d'autres centres travailler sur l'aide psychosociale, un domaine qu'il propose de développer. Le Secrétaire exécutif adjoint rappelle également le partenariat avec la Fédération européenne des associations de psychologues (EFPA) dans le but d'organiser annuellement une telle formation pour les psychologues.

B. La cartographie des risques et la vulnérabilité

Le Centre de Ravello s'interroge sur l'efficacité à l'échelle de l'Europe du projet du Centre de Tbilissi *«Développement d'une méthodologie standard pour la compilation de bases de données et de cartes SIG multi-aléas et multi-risques»*, car l'utilisation des terres y est en constante évolution. Le Président rappelle que l'utilisation des sols peut précisément être mise à profit pour prévenir les catastrophes. Le Centre de Moscou soutient le projet qu'il considère comme un outil intéressant pour la prise de décision, notamment pour faire face aux éventuelles catastrophes transfrontalières.

Le projet *«Production d'une carte de sensibilité paneuropéenne pour les différents types de glissements de terrain et leur utilisation par les acteurs concernés»*, proposé par le Centre de Strasbourg, repose sur une méthodologie existante appliquée à l'UE27, qui doit être testée principalement dans les pays de l'Est. Les Centres de Kiev et d'Erevan déclarent leur volonté de coopérer à ces projets, tandis que le Centre de Bucarest rappelle que l'UE a déjà lancé un projet de cartographie des risques avec une échéance en septembre 2012. À ce stade, le Secrétaire exécutif adjoint rappelle que chaque Centre doit opter pour un nombre limité de projets parmi tous ceux proposés: ceux pour lesquels leur expertise existante peut apporter une vraie valeur ajoutée.

Le projet *«Protection sismique des monuments»*, proposé par le Centre ECPFE à Athènes, intéresse le Centre d'Erevan, tandis qu'à propos de son autre projet, *«Evaluation des interventions dans les zones sujettes aux tremblements de terre»*, le Centre de Tbilissi s'interroge sur l'effet sur le sol. Le Centre de Moscou annonce qu'il a mis au point un dispositif permettant d'évaluer la possibilité de vivre dans des bâtiments touchés.

C. Impact du changement climatique et questions d'environnement

Le projet *«Assembler des données terrestres et marines pour l'évaluation des risques côtiers et la réduction des risques dans des environnements changeants»*, proposé par le Centre de Strasbourg, implique également d'autres partenaires. L'un d'eux, le Centre de La Valette, salue l'approche novatrice du projet car il étudie ce qui se passe sous la mer pour comprendre les phénomènes qui se produisent sur le littoral. Il signale également la contribution possible du Centre de Biarritz.

Le projet *«Mesures de sécurité globales pour l'Arctique»*, proposé par le Centre de Moscou, est accueilli favorablement même si, en raison de sa spécificité, peu de Centres s'estiment en mesure d'y contribuer. Le Centre d'Athènes évoque néanmoins l'existence d'un document sur l'impact du tourisme sur les zones à risque qui pourrait être utile pour analyser les conséquences de ces phénomènes nouveaux sur la région de l'Arctique. Afin d'augmenter le potentiel de coopération avec d'autres Centres, le Secrétaire exécutif adjoint suggère d'aborder des questions plus

transversales (comme les problèmes pour les côtes ou les implications pour les populations dispersées) dans le cadre du projet.

D. Cours de haut niveau sur les questions de risque

Le Centre de Tbilissi présente le projet «*Cours universitaire sur la Réduction des Risques de Catastrophes - compilation en anglais*» et le Centre d'Ankara annonce qu'un tel cours est proposé par l'Université du Proche-Orient. Le Centre de Bakou fait remarquer qu'une telle formation existe également dans son pays et qu'il peut contribuer à développer le projet.

Le projet du Centre de Ravello «*Changement climatique et patrimoine culturel. 2012: Changement global et risques pour le patrimoine. 2013: les villes intelligentes dans le futur et le patrimoine culturel*» suscite l'intérêt du Centre de Bakou, qui collabore étroitement avec la faculté d'architecture de l'université locale, et celui du Centre de Sofia, qui suggère de prendre en compte les zones protégées par l'UNESCO.

La présentation du projet «*École d'été annuelle sur la Radiosurveillance post-accident*» proposé par le Centre de Kiev conduit le Centre de Florival à demander une clarification sur la coopération attendue avec les autres Centres et sur la participation à ce cours. Comme il s'agit d'une formation professionnelle très spécialisée, le Président suggère d'essayer d'élargir le contenu de la formation pour faciliter la coopération avec d'autres Centres. Le Centre d'Erevan souligne la possible synergie avec le projet sur l'information nucléaire de la population, que propose également le Centre de Kiev.

III. PLACER LES INDIVIDUS AU CŒUR DE LA RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHE

A. Etudes politiques

Le projet du Centre de Florival «*Analyse de l'implication des autorités locales dans la gestion des risques majeurs*», qui s'adresse principalement aux autorités des pays, peut cependant grandement bénéficier du rôle de relais des Centres et peut être lié à d'autres projets proposés tels que celui d'information sur les risques nucléaires ou celui sur la médecine de catastrophe. Le Centre de Kiev salue l'approche des critères de référence, qui se fonde sur des résultats concrets et la diffusion des meilleures pratiques internationales pour les intégrer à leur législation. Le Centre de Bakou confirme la coopération avec ses autorités pour fournir des informations sur l'Azerbaïdjan, et le Centre d'Erevan suggère d'éviter de s'en tenir seulement aux problèmes techniques.

B. Développement des plates-formes nationales

Suite à la présentation du projet «*Améliorer le fonctionnement de la Plate-forme nationale de l'Arménie sur la réduction des risques de catastrophe*» par le Centre d'Erevan, le Centre de Chisinau demande de clarifier la notion de société civile, tandis que le Centre de Bakou se déclare également intéressé par une participation à un tel projet. Le Centre de Moscou souligne qu'il existe déjà en Russie un document sur le rôle des différents acteurs, qui pourrait être utile pour le projet.

C. Les initiatives de sensibilisation

Le projet «*Risque nucléaire: leçons apprises des accidents de Tchernobyl et de Fukushima en matière de sensibilisation du public*», proposé par le Centre de Kiev, appelle la majorité des Centres à participer, et plusieurs d'entre eux (Chisinau, Sofia, Bakou, Moscou, Florival et Erevan) ont déjà

exprimé leur volonté de traduire la brochure dans leur langue nationale et d'organiser des discussions au niveau national avec les acteurs concernés.

L'initiative «*BeSafeNet. Se protéger soi-même des risques*», coordonnée par le Centre de Nicosie, reçoit également diverses propositions de coopération: le Centre ECFE à Athènes propose de produire du matériel sur les incendies de forêt et le Centre de Bucarest propose de le traduire en roumain. Le Centre de Ravello souligne l'importance d'inclure la sécurité des écoles dans le projet et le Centre de Bakou indique qu'il a mené des activités sur la sécurité des écoles qui pourraient être utiles pour le site internet. Le Centre de Florival ajoute que l'intégration de telles formations dans les programmes scolaires est une entreprise difficile.

Un éventail d'autres projets sur la sensibilisation aux risques par l'éducation sont présentés: «Le développement de matériel éducatif supplémentaire, visant à sensibiliser et à améliorer la préparation aux catastrophes et leur adoption pilote dans les écoles et autres établissements d'enseignement» par le Centre d'Erevan, «Les risques d'incendies de forêt et la sensibilisation des enfants scolarisés: la prévention et les réactions en cas d'incendie» par le Centre de Sofia, «Identification et sensibilisation aux risques par les élèves en cas de crues» par le Centre de Chisinau et «Préparation des élèves et de la population aux séismes» par le Centre de Bucarest. Le Secrétariat suggère de discuter de leur contribution possible à l'initiative mondiale BeSafeNet.

D. Ethique et valeurs sociales

Deux projets liés à la vulnérabilité sont également présentés: le projet du Centre d'Erevan: «Le développement du matériel informatif-éducatif de sensibilisation et de préparation des personnes handicapées à un tremblement de terre» et le projet du Centre d'Ankara: «Publication d'un manuel sur le soutien psychosocial aux groupes vulnérables en cas de catastrophes et de situations d'urgence». Le Secrétariat souligne que les deux sujets s'accordent avec le suivi mais suggère aussi de tenir compte de leurs interactions potentielles avec d'autres projets proposés (BeSafeNet pour le premier projet et les initiatives de Saint-Marin pour le deuxième).

5. Discussion par thèmes des futures activités

En raison de la longue discussion sur les activités proposées par les Centres pour 2012 et 2013 lors de la présentation des projets, le temps consacré à leur discussion en petits groupes thématiques a été considérablement réduit. En conséquence, le Secrétariat exécutif propose de concentrer l'attention sur la coordination nécessaire des programmes proposés et couvrant des sujets similaires et encourage les Centres à revoir leurs propositions finales, en s'inspirant des synergies possibles révélées lors de la discussion précédente. Le Président rappelle que les propositions doivent tenir compte du fait que l'Accord a un budget fixe et le Secrétaire exécutif adjoint ajoute que ceci n'en permet qu'un nombre limité (environ 10), pour une somme maximale de 35 000 € chacun, ce montant étant évidemment lié au nombre de partenaires impliqués et au résultat attendu de l'activité.

La discussion permet d'ores et déjà d'identifier de nouvelles collaborations au sein de certains projets majeurs comme le projet Nucléaire (des pays supplémentaires ont été proposées), le projet BeSafeNet (des sources supplémentaires seront ajoutées), ou le projet des Cours de haut niveau (une approche plus internationale sera développée). Les participants conviennent certes de l'importance d'une telle discussion pour améliorer les propositions finales, mais estiment qu'il faut plus de temps pour se mettre d'accord sur la coordination nécessaire des projets proposés.

Le Secrétariat exécutif reconnaît qu'il faut un délai supplémentaire pour accomplir cet important travail couvrant deux années d'activités. Conformément à la suggestion du Président, le Secrétariat exécutif fournira aux Centres un modèle révisé pour la description des projets, qui mettra l'accent sur la notion de « work packages » et sur la nécessaire séparation formelle entre les activités de 2012 et celles de 2013. Il est donc convenu que chaque coordonnateur de projet assurera la liaison avec ses Centres partenaires et enverra les projets révisés au Secrétariat exécutif avant la fin février pour analyse ultérieure et adoption par le Bureau du Comité des Correspondants permanents.

6. Élection du Président et du Vice-président de la réunion des directeurs des Centres

Le Secrétaire exécutif tient à remercier M. Anton MICALLEF (Icod, La Valette) pour son excellent travail en tant que Président de la réunion des directeurs des Centres. M. EL Azelarab MOURAOUAH (CEPRIS, Rabat) et Victor POYARKOV (TESEC, Kiev) ont été élus respectivement Président et Vice-président.

7. Date et lieu de la prochaine réunion

La prochaine réunion aura lieu à Paris en février 2013.

Appendix 1**REUNION DES DIRECTEURS DES CENTRES EUROPEENS ET MEDITERRANEENS SPECIALISES DE
L'ACCORD EUR-OPA RISQUES MAJEURS****Judi 2 février (9h30) et vendredi 3 février 2012 (17h00)***Centro Universitario Europeo per i Beni Culturali, Villa Rufolo - 84010 RAVELLO
Tel. 089 857669 - 089 858101 / Fax 089 857711***ORDRE DU JOUR**

1. Session d'ouverture: célébration de 25 ans de coopération scientifique
 - Bienvenue par Alfonso Andria, Sénateur, Président du CUEBC
 - Eladio Fernandez-Galiano, Secrétaire exécutif Accord EUR-OPA Risques Majeurs
 - Anton Micallef, Président des Directeurs des centres européens
 - Eugenia Apicella, Secrétaire Générale CUEBC

2. Adoption de l'ordre du jour AP/CAT (2012)OJ1

3. Implication de la nouvelle structure d'activités
 - Bref revue des activités 2011
 - Programme d'activités pour 2012-2013 AP/CAT(2011)21
 - Rôle des coordinateurs et partenaires associés
 - Questions financières s'y référant

4. Activités proposées pour 2012 et 2013 AP/CAT(2012)1
Présentation par les coordinateurs de leurs projets par ligne d'action:
 - Utilisation de l'information pour sauver des vies et aider les victimes
 - Utilisation des connaissances pour réduire la vulnérabilité
 - Placer les individus au cœur de la réduction des risques de catastrophe

5. Coordination des discussions par thèmes
Groupes de discussion entre les coordinateurs de projets et les partenaires potentiels des projets

6. Mise en œuvre des activités futures des Centres
Résumé des groupes de discussions et plan d'action pour 2012-13.

7. Questions diverses

8. Election du Président et Vice-président de la réunion des directeurs des centres

9. Date et lieu de la prochaine réunion

Appendix 2**LIST OF PARTICIPANTS / LISTE DES PARTICIPANTS****Armenia / Arménie**

ECRM - European Interregional Scientific and Education Centre on major risks management/ (Yerevan, Armenia) / Centre européen interrégional et de formation sur la gestion des risques (Erevan, Arménie)

Stepan BADALYAN, Director

23, Nalbandyan str, 0001 YEREVAN, Republic of ARMENIA.

Tel./Fax +374 10 54.49.92 - mobile : +374 91 23 00 37 - ecrmeurope@gmail.com

Azerbaïdjan / Azerbaijan

ECMHT - European Training Information Centre (Baku, Azerbaijan) / Centre Européen de Formation et d'Information, Baku, Azerbaïdjan

Habib OJAQOV, Director, European Training Information Centre

Ayna Sultanova Str. 5, Baku, Azerbaijan Tel: +99 41231 4955. - mob +99 450 310 70 20

Fax : +99 412 431-49-55 - +99 412 510 33 88 hocaqov@yahoo.com; ocaqov@bakinter.net -

<http://www.foyqal.org>

Belgium / Belgique

ISPU - Higher Institute of Emergency Planning (Florival, Belgium) / Institut Supérieur de Planification d'Urgence, Florival, Belgique

Monique BERNAERTS Directeur du centre.(Institut Supérieur de Planification d'Urgence ISPU)

Service Public Fédéral.Intérieur SPF, Direction Générale Centre de Crise,

Rue Ducale 53 - B-1000 Bruxelles Tel.+ 32.2.506 47 70 - Fax. +32.2. 506 47 09.

monique.bernaerts@ibz.fgov.be; <http://www.crisis.ibz.be/>

Bulgaria / Bulgarie

E.C.R.P. - European Centre for Risk Prevention (Sofia, Bulgaria) / Centre européen pour la Prévention des Risques (Sofia, Bulgarie)

Kolio P. KOLEV, Director

4 Vitoshka Blvd, P.O. Box 862 BG- 1000 SOFIA.

Tel/Fax. +359.988.35.54 - mobile +359 888929704 - kolio.kolev@cslt.org;

Cyprus / Chypre

"BE SAFE NET" - European Centre for Disaster Awareness with the Use of Internet (Nicosia, Cyprus)

Argyris ALEXANDROU

Civil Defence Officer, Elepheriou Venizelou 91 Paphos, Cyprus 8021

Tel: +357 26 818 470 Fax: +357 26 94 63 74

Email: aalexendrou@cd.moi.gov.cy , argiris_alexandrou@hotmail.com

France

CERG - European Centre for Seismic and Geomorphological Hazards (Strasbourg, France)/ Centre Européen sur les Risques sismiques et géomorphologiques (Strasbourg, France)

Jean-Philippe MALET, Directeur CERG,

3 rue de l'Argonne F – 67083 Strasbourg cedex. - <http://cerg.u-strasbg.fr>

Tél. +33 (0) 390 240 911 - +33 (0)6 75 00 68 41- Fax: +33 (0) 390.240 900

jeanphilippe.malet@unistra.fr; cerg@unistra.fr

Greece/Grèce

ECPFE - European Centre on Prevention and Forecasting of Earthquakes (Athens, Greece) / Centre Européen pour la Prévention et la Prévision des Tremblements de Terre (Athènes, Grèce)

Linda PELLI, Deputy Director ECPFE and E.P.P.O

32 Xanthou Str., N. Psychiko, GR-15451 ATHENS

e-mail: lpeli@oasp.gr Tel. +30-6932654032 Fax. +30.210.672 8240

Georgia / Georgie

GHHD - *European Centre on Geodynamical Risks of High Dams (Tbilisi, Georgia) / Centre Européen sur les Risques Géodynamiques liés aux Grands Barrages (Tbilisi, Géorgie)*

Tamaz CHELIDZE, Director, European Centre on Geodynamical Risks of High Dams, Institute of Geophysics, M.Nodia Institute of Geophysics, 1, Alexidze str.0193, Tbilisi, Georgia
Tel.+995.32.33.28.67 - 995 77 79 07 45 Fax. +995 32 33.28.67 - tamaz.chelidze@gmail.com

ECFF - *European Centre on Forest Fires / Centre européen sur les Feux de Forêts*

Ioannis Mitsopoulos
10 Chrisostomou Smirnis str, Athens, Greece
Tel. +302105063613 - ioanmits@for.auth.gr

Italy / Italie

CUEBC - *European University Centre for the Cultural Heritage (Ravello, Italy) / Centre Universitaire Européen pour les Biens Culturels, (Ravello, Italie)*

Alfonso ANDRIA
President of CUEBC (Centro Universitario Europeo per i beni culturali)
Villa Rufolo, 84010 Ravello - ITALY

Eugenia APICELLA, Secrétaire Général, Centre Universitaire Européen pour les Biens Culturels, Villa Rufolo,I - 84010 RAVELLO
Tel. 39.0.89.85.76.69 – Fax. 39.0. 89.85.77.11 - univeur@univeur.org

Ferruccio FERRIGNI, Coordinator,
Villa Rufolo, Piazza Duomo 84010 RAVELLO (SA).
Tel. + 39 089857669 / +39 089848101 – Fax. +39.089.85 7711
univeur@univeur.org – ferrigni@unina.it - www.univeur.org

Monica VALIANTE
CUEBC, Ravello.
Tel. + 39 089 857669 ; +39 089 858101 ; Fax +39 089 857711- univeur@univeur.org

Luxemburg / Luxembourg

ECGS - *European Centre for Geodynamics and Seismology (Walferdange, Luxemburg) / Centre Européen de Géodynamique et de Sismologie, (Walferdange, Luxembourg)*

Adrien OTH, Chercheur,
19, rue Josy Welter, L-7256 Walferdange,
Tel: +352 331487 35 Fax: +352 33148788 adrien.oth@ecgs.lu

Malta / Malte

ICoD - *Euro-Mediterranean Centre on Insular Coastal Dynamics (Malta) /-Centre Européen de la Dynamique Côtière Insulaire (Malte)*

Anton MICALLEF, Director,
Institute of Earth Systems, Division of Environmental Management and Planning, > University of Malta MSD 2080.
Tel/fax . +356.23 40 2013 - +356 9944 5412 - anton.micallef@um.edu.mt

Morocco / Maroc

CEPRIS - *Euro-Mediterranean Centre for the Evaluation and Prevention of Seismic Risk / Centre Euro-Méditerranéen pour l'Evaluation et la Prévention du Risque Sismique (Rabat)*

Azelarab EL MOURAOUAH, Coordonnateur du Centre Euro-Méditerranéen pour l'Evaluation et la Prévention du Risque Sismique (CEPRIS) 52, Ave. Omar Iben Khattab, B.P.8027, 10102 AGDAL-RABAT / MAROC . Tel. +212.37.77.86.74 Fax +212.37.77.13.34
elmouraouah@cnrst.ma; directeur@cnrst.ac.ma; elmouraouah@hotmail.ma

Moldova

ECMNR - European Centre for Mitigation of Natural Risks / Centre européen pour la Réduction des risques naturels (Chisinau, Moldova)

Anatolie BANTUS, Director , 75, Alba Iulia str, Office 510 MD-2071 CHISINAU
Tel./fax : +373.22 58 15 37 - +373 79698457 a_bantus@yahoo.com

Portugal

CERU - European Centre on Urban Risks, (Lisbon, Portugal) / Centre Européen sur les Risques Urbains (Lisbonne, Portugal)

Maria Paula TEVES-COSTA, Professeur
Av. Elias Garcia, N° 7, 2° Andar P-1000-146 LISBOA
Tel: + 351 21 79 37 214 / +351 917 507 500 Fax. +351 21 79 42 572
lavictor@fc.ul.pt; ceru@sapo.pt; mpcosta@fc.ul.pt

DEGGE-FCUL & IDL - Instituto Dom Luiz, Universidade de Lisboa
Campo Grande, Edifício C8, 1749 - 016 Lisboa
Tel + 351 217 500 814 - Fax: + 351 217 500 807 - mpcosta@fc.ul.pt

Romania / Roumanie

ECBR - European Centre for Rehabilitation of Buildings / Centre Européen pour la Réhabilitation des Bâtiments, Bucharest (Romania)

Emil-Sever GEORGESCU, Director of the European Centre for Buildings' Rehabilitation, The National Institute for research and development in building urbanism and sustainable territorial development
"Urban - INCERC 266, Pantelimon St.,021652 BUCHAREST
Tel. +4021 255 78 66 Fax. +4021 255 00 62 - ssever@incerc2004.ro

Russian Federation / Fédération de Russie

ECNTRM - European Centre of New Technologies for the Management of Natural and Technological Major Hazards (Moscow, Russian Federation) / Centre Européen des Nouvelles Technologies pour la Gestion des Risques Naturels et Technologiques Majeurs (Moscou, Russie)

Sergej KACHANOV,
Vice-Director, All-Russian Science Research Institute Emercom of Russia Moscow, Davydkovskaya 7
Tel: +7(495) 445 44 45 - fax. +7 495 443 83 15
vniigochs@vniigochs.ru - skachanov@inbox.ru

Tatiana NAUMOVA, Researcher
All-Russian Science Research Institute Emercom of Russia
Moscow, Davydkovskaya 7
Tel:+7 (495) 449-99-64 - fax. +7 495 443 83 15 n-tanya@yandex.ru

San Marino / Saint Marin

CEMEC - European Centre for Disaster Medicine (San-Marino) / Centre Européen pour la Médecine des Catastrophes, (Saint-Marin)

Alessandro BARELLI, President CEMEC
Anaesthesiology and Intensive Care, University Hospital "A. Gemelli", Rome, Viale Colli Portuensi 537 00151
Roma Tel : +39 3489764322 - t+39 3489764322 - Fax +39 0635502878 - a.barelli@tox.it

Cemec Ospedale di Stato 47031 San Marin.
Tel. +378. 99.45.35 Fax. +378.90.37.06 - cemec@iss.sm

Spain / Espagne

CEISE - European Center on Social Research in Emergency Situations /

Centre européen de recherche sociale dans les situations d'urgence / Centro Europeo de investigacion social de emergencias, Madrid

Andrés GARCÍA, Coordinador, Dirección General de Protección Civil
Quintiliano, 21, E - 28002 Madrid
Tel: +34 91 537 3287 - fax: +34 66 984 9706 - agarcia@procivil.mir.es

Turkey / Turquie

AFEM - European Natural Disaster Training Centre (Ankara, Turkey)/Centre Européen de Formation sur les Risques Naturels, (Ankara, Turquie)

Erkan DOGANAY, Assistant expert (Sociologist), Director of AFEM
Prime Minister's Office, Disaster and Emergency Management Presidency
Tel: + 90 312 287 26 80 / 13 56 - Mobile: + 90 532 784 88 01
erkan.doganay@afad.gov.tr

Ukraine

TESEC - European Centre of Technological Safety (Kiev, Ukraine) / Centre Européen de Sécurité Technologique, TESEC (Kiev, Ukraine)

Viktor POIARKOV, Executive Director, P.O.B.#13., Kyiv-110, Ukraine, 03110
Tel.+380 50 312 40 24 - +380 44 332 5905 Fax.+ (+380 44) 2708590
email: poyarkov@i.kiev.ua ; viktor.poyarkov@gmail.com - www.tesec-int.org

Experts

Jean Mathias GOERENS, Président de la Sous-Commission « Audit »,
15 rue Follereau, L-1529 Luxembourg. tel : +352 621 260 452 Fax : +352 2 704 85 68
email : jmg@pt.lu

COUNCIL OF EUROPE / CONSEIL DE L'EUROPE

EXECUTIVE SECRETARIAT OF THE EUR-OPA MAJOR HAZARDS AGREEMENT / SECRETARIAT EXECUTIF DE L'ACCORD EUR-OPA RISQUES MAJEURS

Eladio FERNANDEZ-GALIANO, Secrétaire Exécutif / Executive Secretary
Tel. : +33.3.88.41.2259 Fax. : +33.3.88.41.2787
E-mail : eladio.fernandez-galiano@coe.int

Francesc PLA, Adjoint au Secrétaire Exécutif / Deputy to the Executive Secretary
Tel. : +33.3.90.21.4930 Fax. : +33.3.88.41.2787
E-mail : francesc.pla@coe.int

Linda ROLLIN, Tel. : +33 3 88 41 2937 Fax. : +33 3 88 41 2787
E-mail : linda.rollin@coe.int

Interprètes

Paul Belopolsky :	belopolsky.paul@gmail.com
Jan Krotki :	jan.krotki@gmail.com
Christine Marteau :	christinemarteau@hotmail.com
Ania Turi -Worontzoff :	a.worontzoff@libero.it
Alexei Milko :	amilko@orange.fr ; amilko@free.fr
Nelly Sideris :	n.sideris@aiic.net

APOLOGISED FOR ABSENCE/ EXCUSES**Algeria / Algerie**

CRSTRA - Centre Euro-Méditerranéen de recherche scientifique et technique sur les régions arides Omar El Barnaoui (Biskra, Algérie C)/ Euro-Mediterranean Center on scientific and technical research in arid zones Omar El Barnaoui (Biskra, Algeria)

Fattoum LAKHDARI, Directrice, Campus Universitaire BP 1682 RP 07000 Biskra, ALGERIE

Tel.+213.33.73.4214 / 8443 -Fax +213 33 74 18 15 crstra_biskra@hotmail.fr - Crstra_biskra@yahoo.fr

France

EMSC - European Mediterranean Seismological Centre (Bruyères-le-Châtel, France)

CSEM - Centre Sismologique Euro-Méditerranéen, (Bruyères-le-Châtel, France)

Jean-Remy BOSSU, Secretary General, EMSC c/o CEA, Bât. Sâbles Centre DAM - Ile de France, Bruyères le Châtel 91297 Arpajon Cedex

Tel :+33 (0)1 69 26 78 14 Fax +33 (0)1 69 26 70 00 - mob : +33 (0) 685541809

bossu@emsc-csem.org; remy.bossu@cea.fr ;

CerCO - Centre européen sur les Risques Côtiers / European Centre on Coastal Risks

Françoise PAUTRIZEL , Directrice générale, Musée de la Mer, Plateau de l'Atalaye, 64200 Biarritz

Tel : 05 59 22 33 34, Fax : 05 59 22 75 30

direction@museedelamer.com; centredelamer@museedelamer.com

Germany / Allemagne

GFMC - The Global Fire Monitoring Center, Freiburg, Germany / Le Centre mondial de surveillance des incendies, Fribourg, Allemagne

Johann G. GOLDAMMER, The Global Fire Monitoring Center (GFMC)

Fire Ecology Research Group, Max Planck Institute for Chemistry c/o Freiburg University, Georges-Koehler-Allee 75 D - 79110 Freiburg

Tel:+49-761-808011 - Fax:+49-761-808012 - johann.goldammer@fire.uni-freiburg.de